

last night the matter had assumed the aspect of being a mere attempt to keep the present occupants in power. Yesterday the Finance Minister announced that with the concurrence of all the Ministry they had resolved to abandon the duty on wheat and coal, yet an hour and a half after recess there had been a shameful exhibition which cast ridicule on the whole country and tended to prevent Reciprocity. The first effect was a meeting at Montreal at which resolutions were passed denouncing indignantly the conduct of the Ministry. He denied the statement of the Minister of Militia that the Messrs. Allan imported the coal from Pictou mines, the small quantity they did import from there being because these gentlemen were large stockholders there. The duty on coal was a heavy tax on the Province of Quebec. He could only infer from the conduct last night that either one Minister was greater than all the rest, or that there was a power behind greater than all of them. The policy was one that would excite discontent throughout the length and breadth of the land, and he could only announce that he would support the amendment of the member for Glengarry.

Hon. Sir A. T. Galt said it was rather late to address the House, but if the Government were determined on a division he might take another opportunity. He agreed with the remarks of the member for Lambton and others. He could only understand that yesterday the Government being unanimous in the change proposed, as being for the interests of the country, and a few hours later entirely reversed that, showed that the Government had no fixed policy. As to the national policy, the proposal was either intended to produce trade between the different Provinces or to produce revenue. If it produced the one it could not do the other. He would not detain the House to enlarge on the general bearing of the question. It was a most unfortunate turn affairs had taken. It was dangerous in all respects, and the money consideration was too insignificant to be considered.

Hon. Sir John A. Macdonald said if there was to be a prorogation at all, the discussion should at once take place. The intention of the member for Sherbrooke showed that he pro-

[Mr. Ryan (King's, N.B.)—M. Ryan (King's, N.B.)]

puyer. Mais, à la suite de l'humiliation subie hier soir, tout se passe comme s'il s'agissait tout bonnement d'une démarche faite en vue de maintenir au pouvoir ceux qui le détiennent présentement. Hier, le ministre des Finances a déclaré que tous les membres de son ministère avaient décidé d'abandonner le droit sur le blé et le charbon; cependant, une heure et demie après la suspension de la séance, on s'est livré à une vile mascarade, propre à jeter le ridicule sur le pays tout entier, visant à empêcher la réciprocité. Il s'ensuivit aussitôt une réunion tenue à Montréal, au cours de laquelle des résolutions furent adoptées pour dénoncer, en des termes indignés, la conduite du ministre. Il oppose un démenti à la déclaration du ministre de la Milice, selon laquelle MM. Allan importeraient le charbon des mines de Pictou, la faible quantité qu'ils en importent étant due au fait que ces messieurs y sont détenteurs de nombreuses actions. Le droit sur le charbon taxe lourdement la province de Québec. La seule conclusion à tirer selon lui, de ce qui s'est passé le soir précédent, est la suivante: ou bien un ministre, à lui seul, est plus grand que tous les autres, ou bien il y a, par derrière, quelque influence plus forte qu'eux tous. Cette politique est propre à susciter du mécontentement dans le pays tout entier, et il ne peut que se déclarer en faveur de l'amendement du député de Glengarry.

L'honorable sir A. T. Galt dit que l'heure est plutôt tardive pour prononcer un discours à la Chambre, mais que, si le Gouvernement est décidé à procéder au vote, il peut, lui, se prévaloir d'une nouvelle occasion de parler. Il est d'accord avec les remarques formulées par le député de Lambton et par d'autres. Tout ce qu'il peut comprendre, c'est que le fait pour le Gouvernement d'avoir été, hier, unanime quant au changement, le considérant comme étant dans l'intérêt du pays, et d'avoir adopté l'attitude diamétralement opposée quelques heures plus tard, montre que le Gouvernement n'a pas de ligne de conduite établie. Quant à la politique nationale, la résolution soumise vise soit à produire des échanges commerciaux entre les différentes provinces, soit à produire des revenus. Si elle atteint l'un de ces buts, elle ne peut atteindre l'autre. Il ne retiendra pas les députés en Chambre en traitant longuement des aspects généraux de la question. On se voit ainsi acculé à une impasse très malencontreuse. C'est dangereux à tous égards, et il ne faut pas tenir compte de l'aspect monétaire de trop peu d'importance.

L'honorable sir John A. Macdonald déclare que, s'il doit y avoir éventuellement prorogation, la discussion doit s'engager immédiatement. Le député de Sherbrooke laisse claire-